

RUANDA-URUNDI
Service Pénitentiaire

Prison de Ruhengeri

RE 6156
3^e cat.

Nom : MUGEMANYI
Origine : Kamukama
Chefferie : Bugarura
Territoire : Ruhengeri
Profession : Cultivateur
N° du R.E. : 6156



Formule dactyloscopique :

Arrêté le : 3/12/52
Condamné le : 6/2/53 à Deux ans et six mois 8pp
et le 28-3-53 par T. Appel { 75 ps F.I. ou 7 ps CPC. 4 ps CPC
80 ps F.I. ou 7 ps CPC aduite à 7 ps
4950 ps D.I. ou 6 mois CPC.
1/4 de peine :

Sorti le : 1/6/55 ou le 8/6/55 ou le 15/6/55 ou le 12/12/55
8/6/55

Transféré le :

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN.

N.O. Girigwarapha

RF. ds 14014
Jug. bid.

RHP 3386/15

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

Prison de

Ruhengeri
Ruhengeri

30

5965

5956

4156

14012

Nom : MUEEMANYI - BAHPOZEMO

Origine : Kamisave

Chefferie : Gushyamba

Territoire : Ruhengeri

Profession : Cultivateur

N° du R.E. : 5965 14 012

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : 3/12/52 et six mois S.P.P.

Condamné le : 6-2-53 à 75 jrs F.I. ou 7 jrs C.P.C.

et le 28-3-53 par T Appel 30 jrs F.I. ou 7 jrs C.P.C.

1/4 de peine : 1-6-53 16-7-53 the C.P.C. réduite à 7 jrs.

Sorti le : 3-12-54 1-6-55 3-12-54 1/6/55 ou 8/4/55 ou 15/6/55

Transféré le : 16/12/52 8/6/55

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN.

P.O. [Signature]

Libération conditionnelle.

572/ Appel

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignements d'un nommé

(1) MUSEMANYI, mulâtre, fils de Barugabwira (H) et de Simbushye (V), originaire de la colline de Kamisava, chef de la tribu de Rugabwira, territoire de Rubengera, ancien cultivateur

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	T. R. R.
Date du jugement	6-2-53
Motif de la condamnation	Vol qualifié
Durée de la servitude pénale principale	deux ans
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	3/12/52
Décision de la juridiction d'appel	Deux ans et six mois S.P.P. et six mois S.P.P.
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	16-7-53
Date d'expiration de la peine	1-6-55 1/6/55 3-12-54 3-12-54

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

A, à la colline de Kamisava identifiée ci-dessus, en qualité de coauteur, frauduleusement soustrait, au préjudice du plaignant, Wgarbo Yemahina, une caisse contenant 800 f. 33, étoffes d'une valeur totale de 190 f. et une tête de gros bétail. Ce vol eut lieu le 29 ou le 30 novembre 1952, la nuit, dans une hutte habitée et dans ses dépendances.

Defavorable
8/7/53

Récidiviste: condamné par T.T.R. le 20-1-49 à 2 ans S.P.P. du chef de vol de bétail.

Defavorable
25/2/54

Defavorable
7/8/54

L'Officier du Ministère Public,

Defavorable
15/12/54

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires. Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1^o la conduite.

bonne *mauvaise* mauvais

2^o le caractère.

calme *un peu calme* et

3^o les dispositions morales du détenu.

franc et D.I. payé - soluble

différentiable (récidiviste)

fréquent

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Defavorable
D.I. non payé
et récidiviste

10/7/53 - R^t Adit - *V. Authier*

différentiable

Defavorable

2/3/54 R^t Adit

Authier

Authier 27.7.54

Defavorable

16.8.1954 R^t Adit

Authier

Différentiable

21. II 1955

R^t Adit

Authier

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans *neuf* mois

Usumbura, le *24 JUL 1953*

Le Vice-Gouverneur Général ff.

Gouverneur du Ruanda-Urundi

p. o.

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice

P. LEROY

Pierre Leroy

A représenter dans *six* mois

Usumbura, le *9 MAR 1954*

Le Vice-Gouverneur Général ff.

Gouverneur du Ruanda-Urundi

p. o.

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice *H. BORREUX*

P. LEROY

[Signature]

A représenter dans *six* mois

Usumbura, le *26 VII 1954*

Le Vice-Gouverneur Général ff.

Gouverneur du Ruanda-Urundi

p. o.

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice

J. WESTHOF.

A la fois *Récidiviste*
A représenter dans *neuf* mois

Usumbura, le *26/8/1955*

Le Vice-Gouverneur Général ff.

Gouverneur du Ruanda-Urundi

p. o.

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice

E. DUCARME

[Signature]

Résidence du Ruanda
Prison de Kigali

N°..... R. E. / 14012 6156/R
R. M. P. N° 3386/5-572/APP

FICHE DU DÉTENU : MUGEMANYI

Originaire de la chefferie Bugabura

Territoire Ruhengeri

Résidence ou district Ruanda

Condamné le 6 Février 1953, par T. R. R.

à deux ans et six mois Trib. Appel du 28-3-53 - 75 francs 7 f. 5 c.

du chef de vol qualifié 4590 d. l. ou 6 mois c. p. e.

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
1-4-53	Paresse au travail	2 coups fouet
3-4-53	Avoir volé savon	4 coups fouet
23-4-53	Prélèvement double ration	4 coups fouet
28-5-53	Paresse au travail	2 coups fouet
11-6-53	Nas répondu à l'appel	2 coups fouet
22-7-53	Avoir crié au docteur	2 coups fouet
27-8-53	Paresse au travail	4 coups fouet
24-10-53	Avoir abattu un autre prisonnier	8 coups de cachot
24-10-53	Avoir usé prématurément sa tenue	3 coups de fouet
1. 2. 54	Avoir volé du maïs et avoir été trouvé en possession d'une pipe	15 jrs cachot
14. 4. 54	Avoir volé la nourriture d'un autre détenu et causé beaucoup d'indiscipline à la prison	3 coups fouet et 15 jours cachot
14. 7. 54	Avoir prélevé deux rations	5 jours de cachot
15. 10. 54	Absence au travail	5 jours cachot
20-12-54	Avoir insulté un policier qui l'escortait.	2 coups de fouet et 5 jours de cachot

REQUISITION
à fin
D'EMPRISONNEMENT
pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de 10^e Instance Appel
Conseil de guerre

ROUA 572

Wangfuz

L'Officier du Ministère public près le

{ Tribunal de 10^e Instance Appel
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de

Kigali RUHENGRI
MUGEMANYI

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé

condamné par jugement du { Tribunal de 10^e Instance Appel
Conseil de guerre de *Kigali*

du 27. 2 19 53, devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de (ou) à

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de

75 + 75
150 + 30

montant des frais du procès (ou) à de contrainte par

corps faute de verser la somme de montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A *Use*, le 1. 11 1953

L'Officier du Ministère Public,

Toute etc
reduite à
7.

Payeur de l'État

REQUISITION
à fin
D'EMPRISONNEMENT
pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de 1^{re} Instance Appel
Conseil de guerre

RUPA 572

L'Officier du Ministère public près le Tribunal de 1^{re} Instance Appel
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Kigali Rubengeri
de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé MUGEMANYI

Ex RE / 14010 / Kig, 6156 / Rub.
condamné par jugement du Tribunal de 1^{re} Instance Appel
Conseil de guerre de

du 27. III 1933, devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de (ou) à 7. f. + 7 f.

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 15 f. + 30 f.

montant des frais du procès (ou) à 6 mois de 950 f. (noir) de contrainte par

corps faute de verser la somme de montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Usa, le 14. xu 1953

trouvé CPC
réduit à 7 jours

L'Officier du Ministère Public,
Le Procureur Substitut du Procureur du Roi,
Baron G. de HOLLÉ de WARZEE.

Angèle de HOLLÉ

**TERRITOIRE
DU RUANDA-URUNDI**

**RUANDA-URUNDI
GEBIED**

N°

Rappeler dans la réponse
la date et le numéro.
In het antwoord vermelden
nummer en dagtekening.

Réponse au n°

Antwoord op het n°

du 19.....

van

ANNEXE

Bijlage

OBJET :

Voorwerp

ACC. 186 1951

Just. 4

*Reçu de 3-11-1953
M. Kervyn*

, le 26 Octobre 1953.-
de

N° 1911/5. P. 5/4

Monseigneur le Cardinal de Tournai
à BRUXELLES.

Monseigneur le Cardinal de Tournai,

Suite de votre lettre du 23 Octobre 1953, j'ai

l'honneur de vous adresser ci-joint une nouvelle participa-

tion à fin d'apport personnel à charge de l'Ingenieur.

Veuillez agréer la présente.-

C/a Keri / Ris.

*Nyambabizi
8548. B.2.*

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
Bureau de l'Ingenieur de l'Ingenieur

Faythful de Wagon

REQUISITION

- A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No

Reg. du rôle, No

TRIBUNAL de 10^e instance - Appel.

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 10^e instance Appel

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à
de recevoir et emprisonner le nommé

~~Ruhungui~~ RUGEMANYI

condamné par jugement du Tribunal

en date du

27.3.53

19

devenu irrévocable le

19

à

2 ans + 6 mois S.P.P.

du chef de

inf. art 79.81 CPL II

Usumbura

le

27.10.53

19 53

L'Officier du Ministère Public

Date d'arrestation :

3-12-52

Fug. Hubert de Libigny

T.S.V.P

Cette Réquisition a fin d'empriisonnement
annule les premiers. —

NG.J
TERRITOIRE DE RUHENGARI

TERRITOIRE
DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI
GEBIED

Ruhengeri

, le 19 octobre 1953.-
de

N° 2907 /Just.7

N°
Rappeler dans la réponse
la date et le numéro.
In het antwoord vermelden
nummer en dagtekening.

Réponse au n°
Antwoord op het n°

du 19.....
van

ANNEXE
Bijlage

OBJET :
Voorwerp

Jugement RP A.412 après
correction
détenu Mugemanyi.-

A Monsieur le Greffier du Tribunal de
1ère Instance

à

U S U M B U R A .-
=====

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre n° 857/RPA 412 et 413
du 6 octobre 1953 adressée à Monsieur le Gardien de Prison
de Kigali, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien
me faire parvenir une nouvelle Réquisition d'emprisonnement
pour le nommé Mugemanyi, actuellement détenu à la prison
de Ruhengeri. En effet la Réquisition d'emprisonnement en
ma possession mentionne deux ans de servitude pénale princi-
pale au lieu de deux ans et six mois.

Le Gardien de Prison,

D.NEVEJANS.-

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DU RU., SIEGEANT
A KIGALI, EN DEGRE D'AP

Reg. du M.P. No

3386/S.-RMPA.572

Reg. du rôle. No

412

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance du RU., résidant à
Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à KIGALI
de recevoir et emprisonner le nommé MUGEMANZI, munyarwanda, préqualifié,
détenu à la prison de Kigali

Kigali condamné par jugement du Tribunal de 1^{re} Instance du RU., siégeant en appel
en date du 28 mars 1953 devenu irrévocable le 3 immédiatement 1953

à DEUX ANS ~~DEUX ANS~~ de SPP

du chef de (voir réquisition précédente)

CETTE REQUISITION REMPLACE LA PRECEDENTE

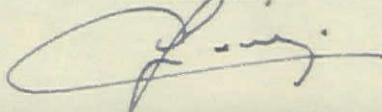
Kigali

, le 12 mai

1953

L'Officier du ministère Public,

CH. SAGRE,



TERRITOIRE
DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI
GEBIED

Usumbura, le 6-10-1953
de

N°
Rappeler dans la réponse
la date et le numéro.
In het antwoord vermelden
nummer en dagtekening.

Réponse au n°
Antwoord op het n°

du 19.....
van

2 ANNEXE
Bijlage

OBJET :
Voorwerp

Jugements RPA 4I2 et 4I3
après correction.

N° 857 / RPA 4I2 et 4I3

Monsieur le Gardien de Prison
de & à Kigali,

Monsieur le Gardien de Prison,

Je vous envoie en annexe deux jugements
RPA 4I2 et 4I3, rendu le 27-3-1953 à Kigali et
vous déjà transmis par mon n° 554/D 27 du 8
juillet 1953.

Je vous prie de vouloir remplacer les ju-
gements vous transmis ultérieurement par ceux
que je vous envoie en annexe à cause de 2 er-
reurs.

1° RPA 4I3 La peine de servitude pénale infligée
à Karamaga n'est pas portée à 3 ans et 6 mois,
mais de 3 mois à 6 mois.

2° RPA 4I2 la peine de servitude pénale principale
infligée à Mugemanyi, se monte à 2 ans et 6
mois et non à 2 ans.

Le greffier du Tribunal de Première
Instance - 1^{ier} degré à Usumbura.
Fr. Caluwaerts.

1803 / Pris. Transmis pour compétence à Monsieur le Gardien
de Prison à Rubenguri et ce qui concerne le nommé
MUGEMANYI, détenu à Rubenguri.

Kigali le 9.10.53

[Signature]

[Signature]

LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DU RUANDA-URUNDI SEANT A KIGALI EN MATIERE REPRESSIVE AU DEGRE D'APPEL A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :

AUDIENCE PUBLIQUE DU 27 MARS 1953.

En cause
MINISTERE PUBLIC

Contre

- 1) MUHINDA, munyarwanda, muhutu, fils de Mulingi (+) et de Nshikirande (ev) originaire de la colline Kamisave, chefferie Bugarura, Territoire de Ruhengeri, et y résidant, cultivateur, détenu préventivement à la prison de Kigali;
- 2) BAMPOZEHO, munyarwanda, muhutu, fils de Zugirababiri (+) et de Ndabirera (+) originaire de la colline Kamisave, chefferie Bugarura, territoire de Ruhengeri, et y résidant, travailleur à la Mission de Save, détenu préventivement à la prison de Kigali;
- 3) MUGEMANYI, munyarwanda, muhutu, fils de Bavugabose (ev) et de Simbashiye (ev) originaire de la colline Kamisave, chefferie Bugarura, territoire de Ruhengeri, et y résidant, cultivateur, détenu préventivement à la prison de Kigali.

VU par le Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi la procédure suivie à charge des prévenus ci-dessus pour avoir :

" MUHINDA et MUGEMANYI :

" Avoir à la colline Kamisave, chefferie Bugarura, territoire de Ruhengeri, le 29 ou le 30 novembre 1952, comme coauteur, frauduleusement soustrait au préjudice de l'indigène Ngaboyamahina, une caisse contenant 800 francs et 3 étoffes d'une valeur de 190,- francs ainsi qu'une tête de gros bétail, avec cette circonstance que le vol a été commis la nuit dans une maison habitée et ses dépendances.
" Fait prévu et sanctionné par les articles 79 et 81 du C.P.L. II.

" BAMPOZEHO :

" Avoir dans les mêmes circonstances de lieu le 30 novembre 1952, récelé la tête de bétail volée par les prévenus Muhinda et Mugemanyi au préjudice de Ngaboyamahina, ou la viande en provenant.
" Fait prévu et sanctionné par l'article 101 du C.P.L. II."

VU le jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali en date du 6 Février 1900 cinquante trois; dont le dispositif suit :

" STATUANT CONTRADICTOIREMENT,

" DECLARE l'infraction de vol qualifiée telle que libellé à la prévention établie dans le chef des prévenus MUHINDA et MUGEMANYI et en conséquence les condamne de ce chef MUHINDA à UN AN ET SIX MOIS de servitude pénale et MUGEMANYI à DEUX ANS de servitude pénale;

" DECLARE l'infraction de recel telle que libellé à la prévention établie dans le chef du prévenu BAMPOSEHO et en conséquence le condamne de ce chef à HUIT MOIS de servitude pénale;

" LES CONDAMNE à 1/3 chacun des frais de l'instance taxés en totalité à la somme de DEUX CENT VINGT FRANCS, soit chacun à SEPTANTE SEPT FRANCS 65, somme réduite d'office pour chacun à SEPTANTE CINQ FRANCS;

" FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir par chacun d'eux en cas de non paiement dans le délai légal;

" STATUANT d'office sur les intérêts civils de la partie lésée, indigène du
" Ruanda-Urundi;
" CONDAMNE, MUHINDA, MUGEMANYI et BAMPOZEHO à payer solidairement à titre de
" dommages intérêts au nommé NGABOYAMAHINA la somme de QUATRE MILLE CINQ CENT
" NONANTE FRANCS;
" FIXE à SIX MOIS la durée de la contrainte par corps à subir par chacun en
" cas de non paiement dans le délai de SIX MOIS."

- VU l'appel interjeté par le prévenu MUGEMANYI contre ce jugement le 9
Février 1953 et par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi le 16 Février
1953;

VU la fixation d'audience pour la date du 21 Mars 1953;

VU la notification d'appel et de date d'audience signifiée aux prévenus
ci-dessus par exploit de l'Huissier BAUDARD Marcel de Kigali en date du 28
février 1953;

VU la comparution des prévenus à l'audience susdite;

VU la remise de la cause à l'audience publique du 23 Mars 1953;

VU l'audience publique du 23 Mars 1953 à laquelle les prévenus ont comparu;

OUI le Président du Siègre en son rapport sur la procédure et les faits
de la cause;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions conformes tendant à confirmer
le jugement entrepris;

OUI les prévenus en leurs dires et moyens de défense présentés par eux-
mêmes;

VU l'instruction faite devant le Tribunal;

SUR QUOI le Tribunal, après en avoir délibéré la cause, prononça jugement
à l'audience publique du 27 Mars 1953 dans les termes ci-après;

ATTENDU que l'appel du prévenu MUGEMANYI et du Ministère Public concernant
les trois prévenus sont réguliers dans les délais et partant recevables en forme;

ATTENDU au fond que le premier et le troisième prévenus sont poursuivis
pour vol de bétail - d'étoffe et d'argent et le deuxième pour avoir recelé la
bête volée lorsqu'elle fut abattue et débitée;

QUE BAMPOZEHO dénonça les deux autres prévenus qu'après lui avoir proposé
d'acheter la bête volée, ont tué celle-ci dans la case de son fils parti
travailler du côté anglais, avec son accord, manifestement;

ATTENDU que les deux prévenus continuent en degré d'appel à nier toute
participation à l'infraction qui leur est reprochée; que comme le premier Juge
et pour les mêmes motifs la juridiction d'appel estime leur culpabilité établie;
les faits restés établis à leur charge et la qualification reconnue exacte;

QUE le Tribunal estime donc devoir confirmer le jugement rendu à charge
des prévenus ainsi que les dommages intérêts alloués, en aggravant toutefois
les peines infligées aux deux voleurs et en portant la servitude pénale princi-
pale à 2 ans en ce qui concerne MUHINDA et à 2 ans et 6 mois en ce qui concerne
MUGEMANYI, comme ce dernier a déjà été condamné à 2 ans de servitude pénale,
en 1948 pour vol de petit bétail et qu'ainsi il s'agit d'un récidiviste spéci-
fique;

P A R C E S M O T I F S ;

LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE SIEGEANT AU REPRESSIF EN DEGRE D'APPEL,

STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

VU les textes légaux relevés dans le jugement entrepris;

VU le Décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi et spécialement en ses articles 61-66-67-68-78-79;

VU le Code de Procédure Pénale congolais, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par l'O.R.U. II/82 du 21 juin 1949, spécialement en ses articles 109 à 117;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions conformes faites à l'audience publique du 23 Mars 1953 par Monsieur le Substitut du Procureur du Roi Ch. SACRE;

RECOIT l'appel du prévenu MUGEMANYI ainsi que du Ministère Public concernant les trois prévenus;

DIT la procédure d'appel fondée en ce qui concerne la peine infligée aux prévenus MUHINDA et MUGEMANYI;

EMENDANT quant à ce fait porte la peine du premier prévenu à DEUX ANS de servitude pénale, et à DEUX ANS et SIX MOIS pour le troisième prévenu;

CONFIRME pour le surplus;

EN CONDAMNANT MUHINDA et MUGEMANYI chacun au 1/3 des frais d'appel taxés en totalité à la somme de NONANTE FRANCS, le restant des frais étant laissés à charge de l'Etat;

AINSI jugé et prononcé à Kigali, en audience publique du VINGT SEPT MARS MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, où siégeaient Messieurs Fernand WALHIN, Juge-Président, FALAISE et FERNANDER Assesseurs, Charles SACRE Officier du Ministère Public et ROUARD V., Greffier.-

LE GREFFIER,
sé/V. ROUARD.-LE JUGE-PRESIDENT,
sé/ F. WALHIN.-

Pour copie certifiée conforme:

Le Greffier adjoint

F. O. Lwanga

LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DU RWANDA-URUNDI SEANT A KIGALI EN
MATIERE REPRESSIVE AU DEGRE D'APPEL A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 27 MARS 1953.

En cause
MINISTERE PUBLIC

Contre

- annulé*
- 1) MUHINDA, munyarwanda, muhutu, fils de Mulingi (+) et de Nshikirande (ev) originaire de la colline Kamisave, chefferie Bugarura, Territoire de Ruhengeri, et y résidant, cultivateur, détenu préventivement à la prison de Kigali;
 - 2) BAMPOZEHU, munyarwanda, muhutu, fils de Zugirababiri (+) et de Ndabirora (+) originaire de la colline Kamisave, chefferie Bugarura, territoire de Ruhengeri, et y résidant, travailleur à la Mission de Save, détenu préventivement à la prison de Kigali;
 - 3) MUGEMANYI, munyarwanda, muhutu, fils de Bavugabose (ev) et de Simbashiye (ev) originaire de la colline Kamisave, chefferie Bugarura, territoire de Ruhengeri, et y résidant, cultivateur détenu préventivement à la prison de Kigali.

VU par le Tribunal de première instance du Rwanda-Urundi la procédure suivie à charge des prévenus ci-dessus pour avoirs:

" MUHINDA et MUGEMANYI:

" Avoir à la colline Kamisave, chefferie Bugarura, territoire de Ruhengeri, le 29 ou le 30 novembre 1952, comme coauteur, frauduleusement soustrait au préjudice de l'indigène Ngaboyamahina, une caisse contenant 300 francs et 3 étoffes d'une valeur de 190,- francs ainsi qu'une tête de gros bétail, avec cette circonstance que le vol a été commis la nuit dans une maison habitée et ses dépendances.

" Fait prévu et sanctionné par les articles 79 et 81 du C.P.L. II.

"

" BAMPOZEHU:

" Avoir dans les mêmes circonstances de lieu le 30 novembre 1952, reçu la tête de bétail volée par les prévenus Muhinda et Mugemanyu au préjudice de Ngaboyamahina, ou la viande en provenance.

" Fait prévu et sanctionné par l'article 101 du C.P.L. II."

VU le jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Résidence du Rwanda à Kigali en date du 6 Février 1953 cinquante trois; dont le dispositif suit:

" STATUANT CONTRADICTOIREMENT,

" DECLARE l'infraction de vol qualifiée telle que libellé à la prévention établie dans le chef des prévenus MUHINDA et MUGEMANYI et en conséquence les condamne de ce chef MUHINDA à UN AN ET SIX MOIS de servitude pénale et MUGEMANYI à DEUX ANS de servitude pénale;

" DECLARE l'infraction de recel telle que libellé à la prévention

" établie dans le chef du prévenu BAMPOZEHU et en conséquence le condamne de ce chef à HUIT MOIS de servitude pénale;

" LES CONDAMNE à 1/3 chacun des frais de l'instance taxés en totalité

" à la somme de DEUX CENT VINGT FRANCS, soit chacun à SEPTANTE SEPT

" FRANCS 65, somme réduite d'office pour chacun à SEPTANTE CINQ FRANCS;

" FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir par

" chacun d'eux en cas de non paiement dans le délai légal;

" STATUANT d'office sur les intérêts civils de la partie lésée, indigène
" du Ruanda-Urundi;
" CONDAMNE MUHINDA, MUGEMANYI et BAMPOLEHO à payer solidairement à titre
" de dommages intérêts au nommé NGABOYAMUNINA la somme de QUATRE MILLE
" CINQ CENT NONANTE FRANCS;
" FIXE à SIX MOIS la durée de la contrainte par corps à subir par chacun
" en cas de non paiement dans le délai de SIX MOIS."

VU l'appel interjeté par le prévenu MUGEMANYI contre ce jugement
le 9 Février 1953 et par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi
le 16 Février 1953;

VU la fixation d'audience pour la date du 21 Mars 1953;

VU la notification d'appel et de date d'audience signifiée aux
prévenus ci-dessus par exploit de l'Huissier BAUDARD Marcel de Kigali
en date du 28 février 1953;

VU la remise de la cause à l'audience publique du 23 Mars 1953;

VU l'audience publique du 23 Mars 1953 à laquelle les prévenus ont
comparu;

OUI le Président du Siège en son rapport sur la procédure et les
faits de la cause;

OUI le Ministère Public en ses réquisition conforme tendant à
confirmer le jugement entrepris;

OUI les prévenus en ses dires et moyens de défense présentés par
eux-mêmes;

VU l'instruction faite devant le Tribunal;

SUR QUOI le Tribunal, après en avoir délibéré la cause, prononça
jugement à l'audience publique du 27 Mars 1953 dans les termes ci-après;

ATTENDU que l'appel du prévenu MUGEMANYI et du Ministère Public
concernant les trois prévenus est régulier, dans les délais et partant
recevable;

ATTENDU au fond que le premier et le troisième prévenus sont
poursuivis pour vol de bétail - d'étoffe et d'argent et le deuxième
pour avoir recelé la bête volée lorsqu'elle fut abattre et débitée;

QUE BAMPOLEHO dénonça le deux autres prévenus que après lui avoir
proposé d'acheter la bête volée, ont tué celle-ci dans la case de son 1^{er}
fils parti travailler du côté anglais, avec son accord, manifestement;

ATTENDU que les deux prévenus continuent en degré d'appel à nier
toute participation à l'infraction qui leur est reprochée; que comme le
premier Juge et pour les mêmes motifs la juridiction d'appel estime leur
culpabilité établie, les faits étant restés établis à leur charge et la
qualification reconnue exacte;

QUE le Tribunal estime donc devoir confirmer le jugement rendu, à
charge des prévenus ainsi que les dommages intérêts alloués, en aggra-
vant toutefois les peines infligées aux deux voleurs et en portant la
servitude pénale principale à 2 ans en ce qui concerne MUHINDA et à
2 ans et 6 mois en ce qui concerne MUGEMANYI, comme ce dernier a déjà
été condamné à 2 ans de servitude pénale, en 1948 pour vol de petit
bétail et qu'ainsi il s'agit d'un récidiviste spécifique;

PAR CES MOTIFS;

LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE ORIENTANT AU REPRESSIF EN DEGRE D'APPEL,
STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

VU les textes légaux relevés dans le jugement entrepris;

VU le Décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi et spécialement en ses articles 61-67-68-78-79;

VU le Code de Procédure Pénale congolais, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par l'O.R.U. 11/32 du 21 juin 1959, spécialement en ses articles 109 à 117;

QUI le Ministère Public en ses réquisitions conforme, faites à l'audience publique du 23 Mars 1953 par Monsieur le Substitut du Procureur du Roi, Ghislain TACQ;

RECOIT l'appel du prévenu MUGEMANYI ainsi que du Ministère Public concernant les trois prévenus;

RET la procédure d'appel fondée en ce qui concerne la peine infligée aux prévenus MUHINDU et MUGEMANYI;

ETENDANT quant à ce fait la peine du premier prévenu à DEUX ANS de servitude pénale, et à DEUX ANS pour le troisième prévenu;

CONFIRME pour le surplus;

EN CONDAMNANT MUHINDA et MUGEMANYI au 1/3 des frais d'appel, le restant des frais étant laissés à charge de l'Etat;

AINSI jugé et prononcé à ligali, en audience publique du VINT SEPT MARS MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, où siégeaient Messieurs Fernand WALMIN, Juge-Président, FALAISE et JERNANDEP, Assesseurs, Charles SACRE Officier du Ministère Public et ROUARD, V. Greffier.-

LE CLERK INT,
V. ROUARD.

LE JUGE-PRESIDENT,
F. WALMIN.

Par le Greffier,

Chamoucrach

R. P. A. No 412

COPIE

R. M. P. 3386/Kigali /R. P.

Notification d'appel et de date d'audience

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le sept-huitième jour du mois de juin

A la requête de Pierre DELFOSSE ^{Adjoint} Greffier du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné Raoult Masel Huissier assermenté demeurant à Kigali.

Ai donné notification à
1° MUHINDA, fils de Mulingi et de Nshikirande
2° BAMPOLIMHO, " Zigirababiri " Ndabirora
3° MUGENANYI, " Bavugabose " Simbashiye

tous 3 détenus à la prison de Kigali

faisant profession de ---

étant à : la prison de Kigali et y parlant à : chacun d'eux-mêmes
de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi

par acte du reçu au Greffe le 20 février 1953

du jugement rendu le 6 février 1953 par le Tribunal de Résidence de Kigali

en cause : Ministère Public contre MUHINDA et consorts préqualifié

Et d'un même contexte, j'ai huissier soussigné, signifié à 1° MUHINDA-2° BAMPOLIMHO-3° MUGENANYI
préqualifié la date d'audience devant le Tribunal de première instance d'Usumbura, y seant, siegeant comme juri-
XXX

diction répressive au degré d'appel, du 21 mars 1953 à KIGALI à
huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à laquelle la cause sera appelée

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Reçu copie:

Dont acte : COUT 8 FRANCS.

L'HUISSIER,

1° 2° 3°

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT
A KIGALI

Reg. du M.P. No 3386/s.
769

Reg. du rôle. No

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda, résidant
à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923 ;

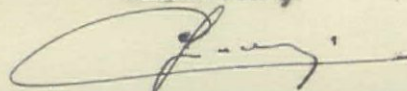
Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali
de recevoir et emprisonner le nommé MUGEMANYI munyarwanda, préquali-
fié, détenu à la prison de Kigali

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
en date du 6 février 1953 devenu irrévocable le 16 février 1953
à DEUX ANS de servitude pénale
du chef d (VOIR AU VERSO)

Kigali, le 6 février 1953

L'Officier du ministère Public,

CH. SACRE,



RESUME DES FAITS:

Avoir, à la colline Kamisave, chefferie Bugarura, territoire de Ruhengeri, le 29 ou le 30 novembre 1952, comme coauteur, frauduleusement soustrait au préjudice de l'indigène Ngaboyamahina, une caisse contenant 800 frs. et 3 étoffes d'une valeur totale de 190 frs. ainsi qu'une tête de gros bétail, avec cette circonstance que le vol a été commis la nuit dans une maison habitée et ses dépendances, fait prévu et sanctionné par les art. 79 et 81 CPL.II

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

- trois -
L'an mil neuf cent **cinquante deux** le **premier** jour du
mois de **janvier** **suppléant**
Par devant Nous **D. VAUTHIER** Juge de Tribunal de Residence de **u Ruanda, résidant à Kig.**
~~Juge de Tribunal de Police de~~ a comparu le nommé **MUG-MANYI, mnyarwanda,**
préqualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de **u Ruanda, résidant à Kigali**
a exposé qu'une instruction du chef de Vol qualifié, art.79,81 CPL.11.

était ouverte a charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de **plus de six mois** que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose

L'an mil neuf cent cinquante ~~deux~~ **trois**, le **premier** jour du
mois de **janvier** **suppléant**
Nous **D. VAUTHIER** Juge du Tribunal de Résidence de **u Ruanda, résidant à Kigali**
~~Juge de Police de~~

Attendu que le nommé **MUG-MANYI**
est prévu de Vol qualifié

et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de **Kigali**

Attendu que l'infraction est punissable de **plus de six mois de S.P.**
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité.

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

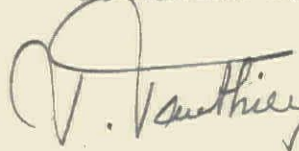
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé **MUG-MANYI**
soit conduit et détenu à la prison de **KIGALI**

Notifié au prévenu le 195 . . .

Le Juge. - suppléant

D. VAUTHIER.-



Signalement :

RMP III / 3.

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille

Cheveux

Sourcils

Yeux

Front

Nez

Bouche

Menton

Barbe

Figure

Signes particuliers :

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

~~(Conseil de l'Indigénat)~~1^{re} Instance du Ruanda-Urundi, résidant à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

MUG-MANYI, munyarwanda, muhutu, fils de Bavugabwose (ev) et de ~~Simbashiye~~
 Simbashiye (ev) originaire de la colline Kamisave, cheff-
 Bugarura, territoire de Ruhengeri, et y résidant, culti-
 vateur.-

prévenu de Vol qualifié

infraction prévue par les art. 79 et 81 C.P.L.11.

Attendu que (1) ~~le prévenu est en aveux (ou)~~ il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est
 passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit MUG-MANYI, préqualifié.-

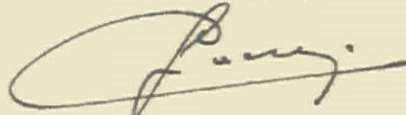
soit arrêté et conduit à la maison centrale d' KIGALI

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
 prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 27 décembre 1952

L'Officier du Ministère Public.

CH. SACRÉ.-



(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante deux, le 27 vingt-septième troisième
jour du mois de Décembre

Nous, NEVEJANS. Daniel - A.C
en Territoire de Gubengeru, Officier de Police Judiciaire à compétence
général
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé MUCHEMANYI, fils de Bravu gabwose
et de Simbashi zi, originaire du Territoire de Gubengeru
chefferie Bugarura, sous chefferie
colline Kamisave, résidant à Kamisave

inculpé de et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois - (2) au moins six mois de servitude pénale et - (1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
devant le Tribunal de Résidence à Rigali

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.

PRO-JUSTITIA

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt-troisième
jour du mois de décembre

Nous, NEUETANS. Jamiel. A. C
en Territoire de Gubengeri, Officier de Police Judiciaire à compétence
général

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

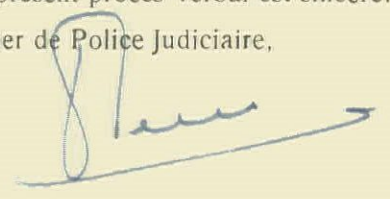
saisi le nommé MUJEHANYI, fils de Simbasabyizi (cu)
et de Simbasabyizi (cu), originaire du Territoire de Gubengeri
chefferie Bugabura, sous chefferie
colline Kamisave, résidant à Kamisave

inculpé de et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

devant le Tribunal de Résidence à Ligali

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.